

SOCIALISTES

Journal du PS Suisse
89 · Février 2018
AZB 3001 Berne



Pas de signal

Débrancher ?

Le 4 mars, nous voterons sur l'initiative « No Billag », qui vise à supprimer la redevance Radio/TV. Au-delà de la SSR, ce sont des dizaines de chaînes régionales et locales, à travers toute la Suisse et dont les budgets dépendent fortement de cette redevance, qui sont également menacées. Page 4

SECRETARIAT GÉNÉRAL

Après cinq années passées au secrétariat général du PS Suisse, découvrez l'interview de Flavia Wasserfallen et Leyla Gül, qui partiront au printemps pour de nouvelles aventures. Retour sur les activités des deux femmes qui ont dirigé le Secrétariat central.

Page 6/7

CONSEIL NATIONAL

Jean Christophe Schwaab, conseiller national (VD), a annoncé son retrait pour raisons familiales. Découvrez l'entretien de SOCIALISTES avec Brigitte Crottaz, actuelle députée au Grand Conseil vaudois, qui sera sous peu conseillère nationale.

Pages 10

L'IMAGE DU MOIS

Qantas



La compagnie aérienne Qantas a exprimé sa fierté quant à ce résultat, en arborant les couleurs « arc-en-ciel » sur l'un de ses appareils.

La population australienne a été appelée à donner son avis sur le « mariage pour tous ». Au terme d'un vote postal de deux mois, le résultat est sans appel : 61,6 % de la population s'est exprimée en faveur de cette égalité de traitement entre couples hétérosexuels et homosexuels.

La participation s'est avérée particulièrement élevée, à près de 80 %, soit 12,7 millions d'électrices et d'électeurs. Dans la foulée du 15 novembre et de l'annonce des résultats, le premier ministre conservateur Malcolm Turnbull a annoncé sa volonté de faire adopter une loi avant Noël. Promesse tenue, la loi a été votée au Parlement le 7 décembre et ratifiée deux jours plus tard.

Ces résultats sont d'autant plus importants que certains États australiens interdisaient encore de « s'adonner à une activité homosexuelle » jusqu'en 1997 !

Le débat est également ouvert en Suisse, où une initiative parlementaire est en cours de discussions auprès des Chambres fédérales.

LES CONFLITS SOCIAUX DE L'AVENIR

En Suisse, la grève n'existe pas seulement dans les livres d'histoire. Au XXI^e siècle aussi, quand il n'y a plus d'autre alternative, des milliers de personnes débraient chaque année. La grève n'est pas l'apanage de la classe ouvrière, mais touche aussi les cols blancs des professions dites « Modernes », les mesures de lutte collective, généralement

couronnées de succès, suscitent un fort courant de sympathie dans l'opinion en dépit du mythe helvétique de la paix du travail. À partir de grèves survenues après l'an 2000, les auteurs retracent les stratégies adoptées, les succès et les revers, par exemple à La Boillat, aux ateliers CFF de Bellinzzone, chez Novartis et Merck Serono, ou dans la branche de la construction.

Éditions Rotpunktverlag / ISBN 978-3-85869-762-2, 168 pages, Format 13,5 x 21,4 cm, CHF 25.-, Disponible en français, allemand et italien



Votations du 4 mars 2018

RECONDUCTION DU RÉGIME FINANCIER DE LA CONFÉDÉRATION

Le 4 mars prochain, le peuple suisse est amené à se prononcer sur la reconduction du régime financier actuellement en vigueur, mais limité dans le temps à 2020. Une acceptation permettrait de le reconduire pour 15 ans, jusqu'en 2035. Ce régime financier concerne surtout l'impôt sur le revenu, ou impôt fédéral direct (IFD), ainsi que la TVA (Taxe sur la valeur ajoutée), qui constituent à eux deux les principales sources de revenu de notre Confédération, lui permettant d'assurer ses nombreuses missions, ainsi que la pérennité du service public.

Si le régime financier de la Confédération est reconduit tous les 15 ans, c'est qu'en vertu des principes de souveraineté des cantons et de subsidiarité, la Confédération n'est en principe pas légitimée à prélever de tels impôts. Mais l'éclatement du premier conflit mondial a changé la donne : l'état fédéral eût alors besoin de davantage de moyens pour pouvoir faire face à la situation. C'est pour calmer les inquiétudes des défenseurs de la souveraineté cantonale comme celles des détracteurs de la voracité financière présumée de l'État, qu'il fut décidé que ce régime ne serait que temporaire. Voilà pourquoi les cantons, comme la population, sont régulièrement appelés à prolonger ce régime financier.

Souvenons-nous!



Leyla Gül,
co-secrétaire
générale du
PS Suisse

L'année prochaine, nous célébrerons le jubilé de la Grève générale de 1918. Elle qui donna naissance à ces importantes conquêtes sociales que sont aujourd'hui l'AVS, les conventions collectives de travail (CCT) ou encore l'introduction des allocations pour perte de gain. Ces grandes avancées ne furent rendues possibles que grâce à ce grand mouvement de la grève générale.

Des conquêtes qui ne furent acquises que grâce au courage de ces 250 000 personnes, qui eurent l'audace, en 1918, d'interrompre leur travail et de descendre dans la rue pour les réclamer, avec l'idéal d'une société juste et égalitaire. Toutes ces personnes avaient peur; elles avaient faim et, pourtant, elles l'ont fait envers et contre tout.

Il s'en passera des choses en 2018. Rencontres, conférences, projets de recherche, expositions, débats, un projet artistique ainsi qu'un film documentaire sont au programme. Il y aura aussi des critiques: la Gauche «s'autocélèbre»! La Gauche célèbre une défaite! Pour faire court: nous pourrions également lire beaucoup de bêtises dans les médias. Nous allons devoir passer par-dessus. Et nous ferons, malgré tout, de la Grève générale un sujet de discussion.

Ce qui est unanimement admis, c'est que la Grève générale constituait l'un des pires moments de crise que traversa l'État fédéral; elle

fait ressurgir l'image d'une Suisse fragmentée, au bord de la guerre civile. Plus important encore, nous voulons nous rappeler des conséquences positives dont la Grève générale accoucha. Pour la simple et bonne raison que sans mémoire historique, ni la société dans son ensemble, ni la politique en particulier, ne peuvent fonctionner correctement. «Un pays a besoin de se souvenir, comme tout un chacun a besoin de se souvenir. Si je ne sais pas d'où je viens, je ne sais pas qui je suis.», écrit Peter von Matt. Plus récemment, depuis la dernière votation sur l'AVS, nous savons que se souvenir est nécessaire afin de consolider en nous la conscience de la valeur d'une conquête sociale. Les droits humains, l'État de droit et l'État social oui, même la démocratie doivent être expliqués, encore et toujours. Aucun ne résonne comme une évidence, aucun n'est éternellement acquis, même une fois la votation gagnée, même une fois la conquête sociale établie. C'est précisément pourquoi nous avons besoin de nous souvenir: pour savoir ce qu'il se passe, lorsque cette conquête n'est plus. Se souvenir, cela signifie également toujours se battre, pour ce qui est important à nos yeux. La Grève générale ne se contentera pas de nous raconter l'avènement de la Suisse sociale; elle nous parlera aussi des défis à relever aujourd'hui.



Les bonnes résolutions ...

Ah, la nouvelle année est là; enfin ou déjà, c'est selon. Vous avez lu le titre et peut-être vous attendez-vous à voir une liste d'épicerie détaillant mes bonnes résolutions en vue de l'année 2018? Désolé de vous décevoir, mais tel ne sera pas le cas. Non, les listes de bonnes résolutions, dont le caractère éphémère est en règle générale tout à fait proportionnel à l'importance de ladite résolution, m'autorisent à penser qu'elles ne sont guère utiles.

Alors pour 2018, j'ai décidé de garder mon sale caractère. Celui-là même qui me permet, notamment, de m'indigner contre tout type d'injustice, de lutter contre l'égoïsme, de barrer la route aux nationalismes exacerbés, de combattre le conservatisme poussé à son paroxysme, de livrer bataille aux idées reçues, de me révolter contre l'irrespect rampant, de protester quand la solidarité et la cohésion sont mises à mal.

Alors si mon sale caractère n'y est probablement pas étranger, ce sont sans doute (et heureusement du reste) les valeurs qui m'ont été inculquées qui me permettent de croire au projet de société socialiste; notre projet de société, basé sur la compréhension mutuelle, la cohésion, le respect de la diversité, la solidarité, l'égalité des chances et j'en passe. Alors non, pas besoin d'une liste de bonnes résolutions pour croire en ces valeurs-là et pour les promouvoir en 2018, comme auparavant du reste, et comme dans les années à venir.

Nous avons du pain sur la planche: le plan politique ne chômant que rarement, nous aurons naturellement des initiatives à contrer (à commencer par «No Billag»), mais également des projets à promouvoir (initiative transparence, congé paternité, initiative sur les primes).

Gaël Bourgeois, rédacteur en chef

Sur la Paradeplatz à Zurich, la cavalerie fait face aux manifestants.



IMPRESSUM

Editeur PS Suisse, Theaterplatz 4, 3001 Berne
Tél. 031 329 69 69, Fax 031 329 69 70, info@socialistes.ch
Rédaction Gaël Bourgeois, Vincent von Siebenthal
Production Atelier Bläuer, Berne

No Billag, une exécution !

COMPOSÉE DE QUATRE RÉGIONS LINGUISTIQUES, DE VINGT-SIX CANTONS, D'IDENTITÉS MULTIPLES ET DE GRANDES EXIGENCES DÉMOCRATIQUES, LA SUISSE A BESOIN D'ESPACES DE DÉBATS INDÉPENDANTS ET ACCESSIBLES À TOUTE LA POPULATION.

Cela fait partie de notre histoire. Une histoire née d'une volonté : pour faire honneur à la richesse complexe de nos territoires, de nos identités, de nos langues ou encore de notre démocratie, nous avons créé un média de service public et un système de financement qui lui permet de faire vivre notre pays, de lui donner un écho, une résonance, une respiration. La redevance a été imaginée pour garantir à la fois qu'un média de service public vive, tout en étant indépendant du pouvoir politique. Un service à la population, financé directement par la population.

Cette construction est aujourd'hui menacée par une initiative soumise au vote populaire le 4 mars prochain. Cette initiative entend supprimer la redevance et tout soutien public à un média. Le texte proposé au scrutin est clair : « la Confédération ne subventionne aucune chaîne de radio et de télévision ; aucune redevance de réception ne peut être prélevée » ; en cas d'acceptation de cette initiative, les dispositions entrent en vigueur un an après l'adoption du nouvel article constitutionnel. Cela signifie non seule-



Géraldine Savary, conseillère aux États (VD) et vice-présidente du PS Suisse

Ce n'est pas une proposition, mais les bases pour une débâcle.

ment qu'il n'y a pas d'alternative à la fin du soutien de la Confédération à un média qui offre des prestations publiques, mais que, dans le laps de temps d'une année, la SSR et les 60 chaînes et télévisions privées au bénéfice de la redevance perdent une part du financement indispensable à leur survie. Ce n'est pas une proposition, c'est une exécution. Ce ne sont pas les conditions d'un débat, mais les bases pour une débâcle.

Le système actuel est pourtant satisfaisant. Les chaînes et télévisions publiques et privées reçoivent une redevance contre une concession les obligeant à fournir de l'information de qualité, à respecter les régions périphériques, la liberté d'opinion, de culture et de religion, ainsi que du divertissement. Ce financement reste totalement indépendant des pouvoirs politiques, puisque le montant de la redevance n'est pas fixé par le Parlement. Le périmètre de la SSR est limité, tout comme son offre publicitaire, afin de garantir la diversité médiatique nécessaire. Ce périmètre, ainsi que les missions confiées aux médias au bénéfice d'une concession, sont dé-

battus au Parlement. Les comptes de la SSR sont évalués par les autorités politiques, tout comme son avenir et sa structure. Nous avons donc su, en Suisse, composer avec une équation difficile : éviter des médias au service de l'État, tout en ayant un média au service du pays.

Si l'initiative est acceptée, l'onde de choc sera énorme. Pour l'information d'abord. La SSR telle que nous la connaissons disparaîtrait, tout comme une bonne partie des télévisions et chaînes privées ayant reçu une concession. Les émissions que nous aimons et qui font qu'aujourd'hui 94% de la population en Suisse romande de 15 ans et plus regarde ou écoute habituellement la RTS directement ou sur internet. Mais un média en moins, en particulier en Suisse romande, et c'est toute la chaîne d'information qui est directement touchée. Des journaux meurent, les rédactions rétrécissent, les correspondants régionaux ou internationaux sont rapatriés. Qui nous parlera encore de nous si nos médias disparaissent ? Et croit-on vraiment que les acteurs privés reprendront ce que la redevance ne finance plus, alors que déjà, aujourd'hui, ils décapitent leurs propres canaux d'information ?

Plus généralement, accepter l'initiative « No Billag », revient à menacer 13 500 emplois dans notre pays dont 4 000 en Suisse romande, à affaiblir 3 000 entreprises liées peu ou prou avec la SSR, à priver les artistes et acteurs culturels d'un partenaire qui leur est indispensable, à faire basculer toutes les manifestations sportives dans le giron des acteurs privés, et à laisser le spectateur et auditeur à la merci des seules chaînes payantes.

Pour pouvoir critiquer la SSR, il faut qu'elle puisse continuer à exister. Pour que notre voix porte, il lui faut un espace de résonance. Pour que la Constitution garantisse à chacune et chacun ce qui constitue un droit fondamental, à savoir le droit à l'information, nous devons rejeter clairement cette initiative, le 4 mars prochain.



« Tu parles bien français pour une italienne »

ADA MARRA OFFICIE EN QUALITÉ DE CONSEILLÈRE NATIONALE VAUDOISE DEPUIS 2007. NOUS LA CONNAISSONS NOTAMMENT POUR SES COMBATS SUR LES QUESTIONS MIGRATOIRES, ÉCONOMIQUES, DE PRÉCARITÉ ET D'ASILE. VOILÀ QUE DÉSORMAIS, ELLE ENDOSSE ÉGALEMENT LE COSTUME DE L'ÉCRIVAINNE, AU TRAVERS D'UN LIVRE ALTERNANT QUESTIONNEMENTS POLITIQUES ET VÉCU PERSONNEL. ENTRETIEN AVEC SOCIALISTES.

Prendre la plume pour une politicienne, ce n'est pas chose aisée. Qu'est-ce qui t'a décidé ?

Il me semblait important de poursuivre la discussion commencée avec la votation sur la naturalisation facilitée de la 3^e génération, à savoir : « qui est membre de la famille ? » Autrement dit : que signifie être Suisse et, surtout, QUI le définit ?

Dans une période de repli ou de crispation identitaire due à la globalisation, il me semblait important de déjouer le piège du nationalisme qui ne peut être qu'idéologique et excluant dans un système fédéraliste tel que nous le connaissons.

Tu donnes beaucoup d'anecdotes personnelles ... ce n'est pas trop dur de se dévoiler ainsi dans un livre ?

Je trouvais intéressant de parler de la question de l'identité avec ma double posture : parlementaire suisse et fille de migrants. Mais je ne me fais porte-parole de personne.

Tu parles de la campagne sur la naturalisation facilitée de la 3^e génération, mais écrire te titillait déjà avant ?

Oui. J'ai un talent pour les lettres d'amour ! Ceux qui en ont reçu le savent bien (rires). Plus sérieusement, ce n'est pas un livre littéraire que j'ai produit, mais un petit essai, qui pose des questions. Je trouverais le but atteint si, après l'avoir lu, cela pouvait susciter des discussions en famille ou avec des jeunes.

Tu expliques que le livre est écrit sous forme de questionnements. Y trouvera-t-on toutes les réponses ?

J'ai essayé de donner des éléments factuels et juridiques pour appuyer mon analyse. Mais une part de subjectivité, bien sûr, demeure, conséquence de mes propres histoires,

contextes privé et professionnel. Denis Kormann de par ses illustrations donne ses propres réflexions par exemple. Ou encore les « témoins », dans le livre qui livrent leur propre témoignage.

Trois thèmes y sont principalement mobilisés : le processus de naturalisation, le fédéralisme et l'histoire versus les mythes.

Tu es très active sur les réseaux sociaux et les débats sur ces questionnements d'identité suisse sont parfois très virulents. Comment ce livre a-t-il été accueilli ?

Plutôt bien. Mais je fais un appel aux camarades : j'ai envie d'aller le présenter, en discuter, en particulier avec des jeunes. En classe ou

Propos recueillis par
Gaël Bourgeois

« J'ai envie d'aller le présenter, en discuter, en particulier avec des jeunes. »

dans des forums. N'hésitez pas à me contacter !

Dans une interview donnée à la RTS, tu parles de la notion de « pluri-identité ». Explique-nous ce que c'est ?

En fait c'est une notion de pluri-appartenance que j'aurais dû esquisser. Comme le dit dans le livre Rosita Fibbi, sociologue au Forum suisse pour l'étude des migrations à l'université de Neuchâtel, notre identité unique est composée de nos multiples appartenances. On peut être Suisse de gauche ou de droite, croyant ou non, avec une orientation sexuelle spécifique, etc.

Dans cet essai, je dis qu'il y a 1000 façons différentes d'être Suisse et que toutes sont légitimes.

Ada Marra écrivaine, on aura encore l'occasion de la rencontrer ?

Pas impossible ...



INFORMATIONS

Titre : Tu parles bien français pour une italienne
Auteure : Ada Marra
Illustrations : Denis Kormann
Editeur : Georg éditeur
Format : 11 x 18cm
Pages : 72
Format : Broché
ISBN : 978-2-8257-1069-2

Entretien au cœur du Secrétariat central

APRÈS 5 ANS DE BONS ET LOYAUX SERVICES À LA TÊTE DU SECRÉTARIAT CENTRAL DU PS SUISSE, LEYLA GÜL ET FLAVIA WASSERFALLEN, ACTUELLES CO-SECRÉTAIRES GÉNÉRALES, ONT DÉCIDÉ DE SE TOURNER VERS DE NOUVEAUX HORIZONS. L'ASSEMBLÉE DES DÉLÉGUÉ-E-S DE FIN FÉVRIER DEVRAIT DÉSIGNER LEURS SUCCESSEURS. LE COMITÉ DIRECTEUR RECOMMANDERA L'ÉLECTION DE REBEKKA WYLER ET MICHAEL SORG POUR LEUR SUCCÉDER.

Propos recueillis par Andrea Bauer

Traduction par
Vincent von Siebenthal
et Gaël Bourgeois

En février prochain, vous ne serez plus secrétaires générales : pourquoi nous quitter maintenant ?

Leyla : L'année dernière, nous avons dû nous poser la question de savoir si nous voulions toujours être en fonction pour les élections fédérales de 2019. Nous y avons beaucoup réfléchi et la réponse fut finalement négative, non sans une certaine mélancolie. En effet, cela fait toujours un peu mal de quitter un travail que l'on aime. Qui plus est, partir maintenant, tout juste deux ans avant les élections, est le bon moment afin de laisser suffisamment de temps à nos successeurs pour se familiariser avec le travail.

Si l'initiative « No Billag » est rejetée le 4 mars, vous pourrez couronner votre temps passé à la tête du Secrétariat central par une victoire – ce qui n'est pas si courant pour les gens de gauche. Cela vous frustre-t-il parfois ?

Leyla : De temps à autre : oui. Il faut naturellement gagner, si nous voulons pouvoir concrétiser nos revendications : penser autrement serait bizarre. Mais ça a toujours été ainsi ; depuis que ce parti existe, nous sommes en minorité et nous devons par conséquent progresser grâce à des alliances tactiques ou à force d'opiniâtreté.

Flavia : Nous ne devons pas pour autant oublier que, malgré notre position minoritaire, nous parvenons toutefois à obtenir beaucoup. Ainsi, nous avons remporté le

référendum contre la RIE III, seuls contre tous les autres grands partis, alliés aux milieux économiques. Ce fut un immense succès ! Certaines autres de nos revendications, comme par exemple la naturalisation facilitée, le congé paternité ou encore notre combat contre la hausse des primes demandent davantage de persévérance ; mais de la persévérance, nous en avons heureusement à revendre ! On peut aussi bien mesurer le succès selon d'autres critères : par exemple le fait que, malgré nos moyens financiers limités, nous menons des campagnes efficaces et gagnons toujours davantage de membres.

Leyla, tu avais dit à l'époque de ta prise de fonction, que tu voulais contribuer à faire du PS un parti davantage orienté vers l'avenir. Le PS est-il plus tourné vers l'avenir qu'il y a 5 ans ?

Leyla : Et bien, un bon indicateur que Flavia a relevé, c'est la croissance continue de nos membres. En 2017, nous avons vu, pour la troisième année consécutive, le nombre de nos membres augmenter. Ce qui va à l'opposé de la tendance générale chez tous les autres partis établis. Nous pouvons toutes et tous être fiers de cette évolution.

Est-ce le signe d'une réaction face à l'es-sor du populisme de droite partout dans le monde ?

Leyla : Ça l'est sûrement aussi. Mais voilà, ce n'est pas forcément une évidence d'adhérer

au PS, même pour quelqu'un qui se trouverait inquiet face à la montée en force du populisme de droite.

Flavia : Nous avons fait de l'augmentation des membres une tâche permanente et nous ciblons la promotion du parti beaucoup plus qu'autrefois, dans le sens où nous contactons directement les gens se montrant intéressés. L'attention à l'égard de nos membres est également devenue bien plus importante.

Leyla : L'une des raisons supplémentaires de notre succès, c'est le large éventail de la base de notre parti. Nous nous serrons vraiment les coudes. Grâce à cet important panel, nous pouvons atteindre bien plus de personnes !

Quelle est votre relation avec la Jeunesse socialiste ?

Flavia : Nous avons eu de la peine avec le rôle joué par la JS dans l'échec de la réforme des retraites. Qu'elle ait combattu cette réforme a été dommageable au parti. Malgré tout, nous avons toujours très bien pu collaborer avec la JS, grâce aux liens étroits qui nous unissent et à notre bonne compréhension des rôles différents endossés par la JS et le PS. La JS a une fonction très importante à la gauche du parti, fonction dont tous nos membres n'ont pas toujours conscience.

Le PS a beaucoup investi l'année dernière dans la proposition de réforme des retraites. Non seulement dans la campagne, mais aussi dans le Vote général préalable.

Son rejet par le peuple vous a-t-il beaucoup touchées ?

Flavia : Ça a été la plus grosse frustration de ces quelques années en qualité de secrétaire générale ...

Pour quelles raisons ?

Flavia : Parce qu'elle représentait une occasion en or d'assurer les rentes et de renforcer l'AVS, une occasion malheureusement manquée et qui ne se représentera pas de sitôt ! Mais également parce que le Vote général a démontré que nos membres voulaient, eux aussi, saisir cette opportunité.

Leyla : Le Vote général – le premier depuis 1995 – fut une splendide expérience. Le fait que toutes et tous aient l'occasion de s'exprimer sur une question aussi importante a été très apprécié. C'est ce qui distingue le PS des autres partis : les possibilités de s'impliquer offertes à un membre « ordinaire » sont bien plus importantes. Nous n'avons pas « d'élite à la tête du parti », qui décide tout sans tenir compte de la base. C'est ça qui fait de nous un parti orienté vers l'avenir.

L'engagement des membres est-il plus important au PS que dans les autres partis ?

Leyla : Ça c'est sûr ! Leur engagement est énorme. J'ai toujours été très émue et enthousiaste de voir à quel point les gens s'engagent à tous les niveaux du parti. Notre capital le plus précieux, ce sont nos membres.

Flavia : Sans les membres c'est bien simple : nous ne pourrions mener aucune campagne. Et au PS, ce sont les membres qui décident des grandes lignes de notre politique. Je ne me souviens pas qu'aucun autre parti n'ait entrepris de mener un état des lieux de la politique européenne aussi étendu que le nôtre ces dernières années.

Mais on ne peut tout-de-même pas décider de tout démocratiquement ...

Flavia : Bien entendu. Nous faisons constamment face au dilemme d'impliquer davantage nos membres, ce qui demande du temps, tout en gérant les affaires courantes, nécessitant parfois de parer au plus pressé. Nous devons donc constamment trouver un équilibre. Le dernier exemple en date est le concept économique : il est en cours d'élaboration, via un processus on ne peut plus démocratique. Dans le même temps, la Présidence ou le Groupe aux Chambres fédérales doivent parfois se prononcer sur des questions de politique économique actuelles, même si elles sont encore en cours de discussions au sein de notre base.

Où le PS peut-il encore s'améliorer ?

Leyla : Beaucoup vous diront : dans sa communication. Beaucoup de sections ont partagé avec moi leur sentiment que nous devrions communiquer plus simplement, de façon plus compréhensible. Mais je ne partage

pas ce point de vue. Je crois qu'en fait c'est un besoin de solutions simples qui se cache derrière cette critique. Elle est l'expression d'une certaine impuissance face à un monde dans lequel se passent des choses parfois effrayantes.

Flavia : Il faut faire la part des choses. Que les gens comprennent les positions du PS est extrêmement important. Nous devons constamment expliquer pourquoi nous faisons ceci ou cela, ce qui n'est pas toujours évident. Mais si je me suis engagée au PS, c'est précisément parce que nous sommes conscients que les problèmes ne sont jamais simples et que le monde est complexe et interconnecté. Et c'est un immense défi que d'expliquer la complexité du monde. Cela dit, les gens sont parfaitement à même de la saisir. Nous ne devons pas copier l'UDC : nous avons notre propre vision du monde.

Leyla : Ce que je trouve le plus effrayant, c'est que tant de gens croient aux recettes simples et expéditives. J'estime qu'il est du devoir du PS de constituer un pôle d'opposition à cela. Nous ne devons cependant pas verser dans le populisme de gauche, mais faire précisément ce que nous faisons. Également au moyen d'un papier de position de cinq pages.

Flavia : Notre rôle, c'est aussi de briser les dogmes.

Quels dogmes ?

Flavia : Pendant des décennies, on a seriné les gens comme quoi l'économie a besoin du plus de liberté possible, en la dérégulant, et du plus de privilèges fiscaux imaginables pour garantir nos places de travail. Lors de la votation sur la RIE III, nous avons réussi à démontrer aux gens – malgré toute la complexité de l'objet – qu'il ne s'agit que d'un conte à dormir debout, destiné à permettre aux profiteurs de pouvoir continuer à profiter du système, tandis que la population repart les mains vides. De plus en plus d'exemples montrent à quel point la stratégie des partis bourgeois en matière de dumping fiscal a brutalement échoué – comme à Lucerne : le canton a toujours moins de moyens financiers à disposition et doit couper dans la formation, dans les subventions aux primes d'assurance-maladie ou dans l'aide aux personnes handicapées. In fine, le canton doit augmenter à nouveau les impôts, ce à quoi la population s'oppose. Une situation désastreuse, conséquence directe des mythes entretenus par la droite bourgeoise.

« Nous pouvons toutes et tous être fiers de cette évolution. »

Le PS a des solutions, mais peine parfois à les présenter ...

Flavia : Nous avons beaucoup travaillé notre propre version des choses. Le jubilé des 125 ans du parti, en 2013, nous a offert l'opportunité de montrer toutes les conquêtes sociales qui n'auraient jamais vu le jour sans le PS : l'AVS, le droit de vote des femmes, les droits des salariés. Nous allons profiter de la seconde opportunité qui s'offre à nous avec la commémoration des 100 ans de la grève générale. Ce à quoi nous devons encore nous atteler, c'est à notre vision du futur. Le futur va de pair, dans l'esprit de bien des gens, avec la peur : de la mondialisation, de la numérisation de l'économie, du changement climatique ... Jusqu'ici, nous nous sommes efforcés de fournir aux gens l'espoir d'un dénouement positif. Mais avec la technologie qui progresse à toute vitesse, cela devient très délicat et je dois admettre que là, nous n'avons pas encore trouvé la bonne approche.

Dans quel autre domaine le PS doit-il encore s'améliorer ?

Leyla : Ce avec quoi nous avons de la peine, c'est fixer des priorités. Nous prenons trop sur nous, tout nous semble important. L'exemple le plus éloquent, c'est la plateforme électorale 2015, où nous avons sué sang et eau pour déterminer dix thèmes de campagne, là où trois auraient largement suffi.

Avant que tu n'entres en fonction, tu avais déclaré que tu voulais prouver que l'on pouvait tout à fait gérer le Secrétariat central en partage de travail. Le Comité directeur propose pour vous succéder à nouveau deux personnes. La preuve est faite désormais ...

Flavia : Effectivement. Que la Présidence et le Comité directeur se soient à nouveau prononcés pour une direction partagée, est la meilleure des consécration pour nous.

Y aura-t-il des choses que vous céderez avec difficulté, lorsque vous quitterez votre bureau fin février ?

Flavia : Oui, la possibilité de pouvoir collaborer avec autant de gens divers et intéressants. Nous nous asseyons souvent à une table ronde dans notre bureau, et cherchons ensemble une solution aux nombreux problèmes que nous rencontrons : quelque chose va de travers dans les médias ou lorsqu'il nous manque l'idée lumineuse pour une campagne particulière. Ce sont ces moments-là qui me manqueront le plus. Avec aussi cette chance de pouvoir observer de près et guigner directement dans le processus de décision politique.

Leyla : Pour moi, ce sera pratiquement chaque dossier qui traîne sur ma table de travail. Dans chacun d'eux, j'y ai mis une part de moi-même. La collaboration avec Flavia va naturellement aussi beaucoup me manquer.

Renforcer la protection des données

BEAUCOUP D'ENTREPRISES S'INSTALLENT DANS NOTRE PAYS PARCE QU'ELLES SAVENT QUE LA PROTECTION DES DONNÉES Y EST TRÈS BONNE. IL S'AGIT DE PRÉSERVER CET ATOUT, EN RÉVISANT TOTALEMENT LA LOI FÉDÉRALE SUR LA PROTECTION DES DONNÉES (LPD), VIEILLE DE 25 ANS. EN EFFET, LES RÉCENTS DÉVELOPPEMENTS TECHNOLOGIQUES ET SOCIÉTAUX ONT ENGENDRÉ DE NOUVELLES MENACES POUR LA PROTECTION DES DONNÉES.

L'évolution technologique constitue un défi pour le législateur, parce qu'elle entraîne une multiplication des traitements de données, notamment ceux qui sont peu transparents ou transfrontaliers. Une fois des données divulguées, en conserver le contrôle devient toujours plus difficile. La loi doit donc être adaptée aux défis de la société 4.0, ainsi qu'aux standards européens.

Le projet, dont le parlement devrait se saisir à la session de printemps, a notamment pour objectif de renforcer la compétitivité helvétique en créant un environnement propre à faciliter les flux transfrontières de données, et en favorisant l'émergence de nouvelles activités économiques liées à la société numérique, ce qui passe par un standard de protection élevé reconnu au plan international. Cela est d'autant plus important que l'UE a récemment renforcé ses standards. Et si la Suisse ne s'y adapte pas, nos entreprises risquent de ne plus avoir le droit de traiter les données de ressortissants de l'UE.

Les principales nouveautés de cette révision sont une transparence renforcée des traitements de données, ainsi que la maîtrise de leurs

données par les personnes, dont les droits sont clarifiés. La nouvelle loi encourage l'autoréglementation et la responsabilisation des personnes en charge du traitement de données. Elle renforce aussi le statut, les pouvoirs et les tâches du préposé fédéral à la protection des données, tout en renforçant également les sanctions pénales. En effet, actuellement, même les violations les plus graves de la protection des données ne sont pour ainsi dire pas sanctionnées!

Cette révision va dans le bon sens, mais pas assez loin! Le pouvoir octroyé au préposé fédéral est insuffisant. Non seulement il devrait pouvoir sanctionner, mais ces sanctions doivent être crédibles. Le préposé devrait pouvoir prononcer des sanctions financières comme dans le système européen, qui prévoit des amendes administratives pouvant aller jusqu'à 20 millions d'euros (voire jusqu'à 4 % du chiffre d'affaires annuel mondial). Notre nouvelle loi sur la protection des données est bien timide, puisqu'elle prévoit des amendes maximales de 250 000 francs, mais de seulement 50 000 francs lorsque la sanction vise une personne travaillant au sein d'une entreprise. Nos sanctions sont



Valérie Piller Carrard,
conseillère nationale (FR)

Transparence renforcée et maîtrise de leurs données par les personnes concernées.

bien moins sévères que dans l'Union européenne et, de plus, la poursuite n'a lieu que sur plainte.

Les intérêts des utilisateurs doivent être mieux pris en compte, par rapport à ceux des entreprises. Je regrette notamment l'absence d'un droit à la portabilité des données, pour permettre à la personne d'accéder et de récupérer ses données traitées dans un format standard, même après la faillite du fournisseur. Concernant les données de solvabilité, davantage de transparence est nécessaire, et il faut mieux cadrer l'utilisation de ce genre de données très sensibles et qui sont par ailleurs souvent récoltées avec peu de sérieux. Les droits de recours des personnes concernées n'ont qu'une efficacité restreinte, puisqu'ils sont rarement utilisés. Il est donc dommage de ne pas avoir prévu les moyens pour les personnes de faire valoir leurs droits lors d'actions collectives.

En tant qu'autorité indépendante, le préposé fédéral n'est pas soumis aux instructions d'autres parties de l'administration. Il est donc parfaitement à même d'assurer l'indépendance du processus et le respect des droits fondamentaux des personnes impliquées. Pour garantir l'uniformité de la procédure et une application correcte du droit de la protection des données, il faut donc renforcer ses pouvoirs. Nous nous battons en ce sens au parlement.

Journée de formation du PS Suisse sur l'égalité des chances

LA FORMATION EST UN DROIT FONDAMENTAL ET UNE PRIORITÉ POUR LE PARTI SOCIALISTE. L'ÉCOLE PUBLIQUE EST LE LIEU LE PLUS ESSENTIEL À L'INTÉGRATION ET ELLE SE DOIT DE SOUTENIR LES ENFANTS DANS LEUR DÉVELOPPEMENT PERSONNEL AINSI QUE DANS LEUR ENVIE D'APPRENDRE. UNE ATTENTION TOUTE PARTICULIÈRE DOIT ÊTRE APPORTÉE À LA QUESTION DES INÉGALITÉS À L'ÉCOLE. POUR ASSURER UNE ÉCOLE DE QUALITÉ ET OÙ L'ÉGALITÉ DES CHANCES EST GARANTIE, IL FAUT NON SEULEMENT DE BONNES CONDITIONS D'ENSEIGNEMENT, DES STRUCTURES ADÉQUATES ET UN PERSONNEL BIEN FORMÉ, MAIS AUSSI DES MOYENS.

À l'heure où l'éducation n'est pas épargnée par les mesures d'austérité, nous sommes en droit de nous interroger : à quel point notre système de formation garantit-il l'égalité des chances ? Tous les élèves s'épanouissent-ils à l'école, selon leurs capacités et leurs intérêts, et non en fonction de leur origine, de leur genre ou de la situation de leurs parents ?

Pour le PS Suisse, l'école doit être synonyme d'égalité des chances. Avec mon collègue Matthias Aebischer (conseiller national/Berne), nous avons donc choisi d'organiser un événement national sur ce thème. Celui-ci doit permettre à tous les camarades intéressés par la politique de formation d'échanger, de se former et d'établir des priorités pour le PS Suisse dans ce domaine. Cette journée doit donc non seulement mettre en évidence les forces et les faiblesses de notre système scolaire, mais aussi définir des revendications et des mesures permettant de l'améliorer.

Un programme varié et intéressant vous attend. Nous aurons

notamment la chance d'accueillir parmi nous l'ancien ministre finlandais de l'éducation, Jukka Gustafsson. Alors que la Finlande est souvent citée en exemple pour son système scolaire, Monsieur Gustafsson nous parlera des mesures mises en place dans son pays pour améliorer l'égalité des chances. Margrit Stamm, professeure en sciences de l'éducation, nous présentera ensuite le résultat de ses recherches sur les stratégies efficaces à différents niveaux dans ce domaine. Enfin, pour clore la matinée, Monika Maire-Hefli (conseillère d'État à Neuchâtel), Marianne Zogmal (vice-présidente de pro Enfance), Georges Felouzis (professeur de sociologie de la politique de formation à l'université de Genève) et Samuel Rohrbach (président du Syndicat des enseignants romands) introduiront les thématiques suivantes : encouragement précoce, garderies et écoles de jour, intégration de chaque enfant et situation du personnel éducatif. Durant l'après-midi, nous approfondi-



Mathias Reynard,
conseiller national (VS)

À quel point notre système de formation garantit-il l'égalité des chances ?

rons ces thématiques avec l'aide de spécialistes dans des ateliers thématiques. De façon générale, cette journée sera un moment de discussions et d'échanges. Des traductions seront assurées pour des échanges de qualité.

Que vous soyez enseignant-e-s ou impliqué-e-s dans le domaine de l'éducation, député-e-s engagés sur ces thématiques, élu-e-s en charge de l'école ou simplement militant-e-s intéressés par la politique de formation et l'égalité des chances, cette journée est pour vous ! Nous vous attendons nombreux à Berne le 23 mars !

Inscrivez-vous à la journée via le lien suivant : www.sp-ps.ch/fr/journee-formation

Date et lieu : vendredi 23 mars 2018, de 8 h 45 à 16 h 10, au Palais fédéral à Berne, salle de conférence 301. Les frais d'inscription se montent à 70 francs (35 francs pour les petits revenus) et incluent le repas de midi.

La réunion aura lieu dans les deux langues : les discussions en plénum seront traduites de l'allemand au français et vice-versa ; lors des ateliers, traduction partielle.

Pour toute question ou remarque : chantal.gahlinger@pssuisse.ch



« C'est vrai, je suis utopiste ! »

BRIGITTE CROTTAZ, DÉPUTÉE ET CONSEILLÈRE COMMUNALE À ÉPALINGES, REMPLACERA DÈS 2018 JEAN CHRISTOPHE SCHWAAB AU CONSEIL NATIONAL. ELLE SE RÉJOIT D'EMPOIGNER LES DOSSIERS DE LA COMMISSION DE LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ (CPS-N) ET DE « SORTIR DE SA ZONE DE CONFORT DE LA POLITIQUE DE LA SANTÉ ». SOCIALISTES L'A RENCONTRÉE DANS SON CABINET MÉDICAL À LAUSANNE.

Tu as rejoint le PS en 2004. Peux-tu nous en dire plus sur ton parcours politique ?

J'ai toujours eu le cœur à gauche et suite à l'élection de Christoph Blocher au Conseil fédéral, je me suis dit qu'il fallait s'engager, faire quelque chose ! Quand tu adhères au parti, on t'inclut rapidement et tu te retrouves au Conseil communal sans bien comprendre ce qui t'arrive. On te dit que ce n'est pas beaucoup de travail – et puis tu découvres la réalité ... En 2007, on m'a demandé de venir sur la liste au Grand Conseil, mais c'était trop tôt pour moi.

Mais ce n'était que partie remise ?

Oui, en 2012, j'ai osé et j'ai été élue ! Là je dis aussi que je suis une femme, une médecin, et puis j'étais la seule femme sur une liste de cinq ! Donc je n'ai aucun mérite (rires). Au Grand Conseil, je me suis surtout focalisée sur la Commission de la santé publique. En 2015, j'avais fait campagne pour le Conseil national – mais je ne me faisais aucune illusion. Et au final... voilà ! D'ailleurs, il paraît qu'Alain Rebetez avait dit à la télévision, à propos de moi, que c'était quand-même incroyable, tous ces gens qui se mettaient sur les listes et qui, ensuite, étaient étonnés de leur

Propos recueillis par
Olga Baranova

élection. Là je dois dire que ce qui m'a vraiment étonné, c'est la démission de Jean Christophe Schwaab. Après, je savais que j'étais la première « viennent-ensuite » et j'assume !

Au vu de ton expérience de médecin, quelle est ta vision de l'avenir de notre système de santé ?

Notre système de santé est excellent – mais, bien sûr, le potentiel d'amélioration existe à tous les niveaux. Tarmed, par exemple, ne répond plus aux besoins actuels, c'est un système de facturation qui doit absolument être révisé et revu à la baisse pour beaucoup de choses, n'en déplaise à mes collègues. L'ambulatorio, qu'on a beaucoup développé ces dernières années, marche très bien – sauf que ce n'est pas très bien pour les primes d'assurance-maladie ! Tout y est pris en charge par l'assurance-maladie, alors qu'à l'hôpital, c'est moitié canton, moitié assurances. Cette dérive doit être corrigée. L'enveloppe globale devrait rester la même, voire diminuer. Et l'on se rend compte que ce n'est jamais le cas. Ce qui est clair, c'est que personne aujourd'hui n'a de solution miracle.

Comme conseillère communale, tu es au cœur des enjeux d'agglomération.

Quel rôle, à ton avis, la Confédération peut-elle jouer face aux enjeux de notre région ?

Il faut que la Confédération veille à une distribution plus équilibrée des infrastructures sur notre territoire – j'ai l'impression qu'on investit plus au Nord de la Sarine qu'au Sud. Par exemple, le FAIF (ndlr : l'ensemble de mesures fédérales de financement et de l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire) doit toucher réellement l'Arc Lémanique, ainsi que les régions plus reculées. Au niveau des transports, il me semble que les projets sont là. Les cadences et les capacités des trains doivent encore être améliorées. Concernant l'économie, on voit que l'on a une région en pleine croissance – mais il ne faut pas accepter n'importe quel compromis fiscal.

Nous parlons souvent de cohésion intergénérationnelle, notamment dans le contexte des assurances sociales. Qu'est-ce que cette notion t'évoque ?

Les défis en matière de prévoyance vieillesse. J'ai très peur que les générations futures ne se retrouvent avec une facture salée – que l'on augmente beaucoup leurs cotisations ou qu'il y ait même une faillite totale du système. Mon rêve serait la fusion des deux piliers – il ne devrait y en avoir qu'un, obligatoire et financé de manière solidaire. Pour qu'on se retrouve toutes et tous avec une retraite décente. Je sais que c'est utopiste – mais je ne suis pas seule à y croire !

« Tarmed ne répond plus aux besoins actuels et doit absolument être révisé. »

RECRUTEMENT

Plus de membres pour plus de force de frappe

Rares sont les sections où le nombre de membres croît sans faire d'efforts ! Après deux décennies d'érosion de la base des membres, la courbe s'inverse enfin depuis deux ans. Cette dynamique réjouissante n'est pas le fruit du hasard, mais de nombreuses mesures concertées, tant au niveau du PS Suisse que des Partis cantonaux. Pour poursuivre cet effort, nous avons maintenant besoin de la participation active de toutes et tous !

Les sections, le berceau de l'engagement

Monter un projet de recrutement ne demande pas d'efforts incommensurables, juste un peu de créativité et de systématique. Ça vaut la peine de penser ces projets à l'échelle communale – après tout, c'est à ce niveau institutionnel que la politique est la plus accessible et la vie du parti la plus empreinte de contacts personnels. La bonne nouvelle, c'est que vous ne devez pas réinventer la roue – le PS Suisse dispose aujourd'hui d'un concept de recrutement modulable qui peut être facilement adapté à votre structure et les « forces vives » en présence. Le PS neuchâtelois et le PS fribourgeois se sont déjà lancés dans l'aventure en mobilisant dès le début les sections. L'éventail d'actions est large (actions de rue interactives, actions téléphoniques, du porte-à-porte, etc.) et peut être développé davantage grâce aux idées des militant-e-s. Un atelier interactif est compris dans le concept pour un « apprivoisement » en profondeur du projet !

Des processus administratifs clairs et fiables

Recruter de nouveaux membres, c'est bien ... les garder, c'est encore mieux ! Clarifier le partage des tâches entre le Parti cantonal et les sections, contacter systématiquement les membres n'ayant pas payé les cotisations ou veiller à l'utilisation systématique de la base de données des membres à la place des « vilaines » listes Excel qui causent des pertes de données ... tous ces éléments permettent de consolider votre base.



**Vous voulez en savoir plus ?
Notre équipe est là pour vous :
olga.baranova@pssuisse.ch**

LE RÉSULTAT

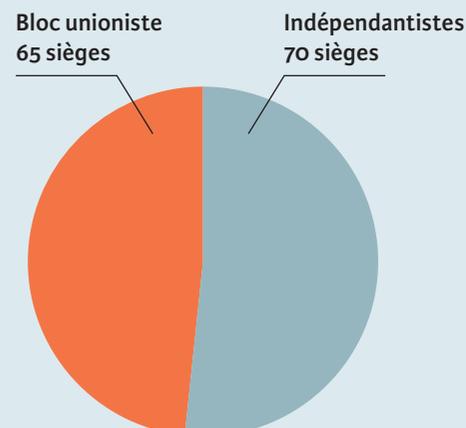
33 %

C'est la part du budget total de la SSR (Société Suisse de Radiodiffusion et télévision) alloué à la Suisse romande, alors qu'elle n'y contribue, via la redevance, qu'à hauteur de 23 %. Ce qui représente un gain total de 120 millions. En comparaison, la Suisse italophone génère 4 % mais profite de 22 % (!) du budget, un gain de 220 millions. Les réto-romanches génèrent, quant à eux, 0,5 % du budget via la redevance et en touchent 2 % : un gain de 20 millions. La principale contributrice est la Suisse alémanique, qui génère 73 % du budget, mais n'en perçoit au final que 43 % : une « perte » de 360 millions au profit des minorités linguistiques de notre pays. En matière de solidarité, on peut difficilement faire mieux !

LA STATISTIQUE

70/135

Voilà le nombre de sièges obtenus par les formations indépendantistes catalanes, lors des élections régionales du 21 décembre dernier. Même si ces formations ne sont pas parvenues à attirer la majorité absolue des voix (47,5 %), elles ont décroché la majorité des sièges au parlement régional de Barcelone, en vertu du principe de pondération des voix favorisant les régions rurales en Catalogne. Le pari du premier ministre espagnol, Mariano Rajoy, chef de file du parti populaire (conservateurs), est donc perdu : endiguer la montée des partis séparatistes, en dissolvant l'ancien parlement qu'ils dominaient, pour appeler à de nouvelles élections.



**L'ARGENT
NE TRAVAILLE
PAS
NOUS OUI.**

L'initiative 99 % demande à ce que les revenus générés par le capital (dividendes, intérêts, etc.) soient imposés 1,5 fois de plus que les salaires. Le seuil à partir duquel les revenus générés par les capitaux seront imposés pourrait être, par exemple, de 100 000 frs/année. Les revenus supplémentaires reçus par l'état aideront à diminuer l'imposition des salaires moyens et bas. Cette plus-value pourra aussi être réinvestie dans des prestations sociales, dans la formation et la santé.

**99 %
INITIATIVE**

www.99pourcent.ch

Les 100 ans de la grève générale

Nous fêtons cette année les 100 ans de la grève générale

En 2018, la Grève générale fêtera ses 100 ans! Lors de cet épisode, 250 000 hommes et femmes ont eu le courage d'abandonner leur place de travail, et de lutter tous ensemble pour une Suisse plus sociale. Des centaines de milliers de camarades ont par la suite suivi leur exemple et se sont, comme eux, engagés avec ténacité pour l'avènement de cette Suisse sociale.

Nous voulons dûment fêter ce jubilé, afin de commémorer cet événement d'impor-

tance majeure pour le PS. À partir du 5 mars, une campagne d'information à ce sujet va démarrer sur la page web suivante: www.landesstreik1918.ch

Sur cette page, mais également dans le journal SOCIALISTES, nous rendrons régulièrement compte des événements et des exigences de cette période de notre histoire. Nous éclairerons le contexte historique et les conséquences

qu'a eues la Grève générale sur notre quotidien. Ce qui ne nous empêche pas de regarder résolument vers l'avenir pour nous demander: pour quoi cela vaut-il la peine de se battre?



QUE SAIS-TU DE LA GRÈVE GÉNÉRALE ?

Nous vous proposons un petit avant-goût de la diversité des thèmes qui composeront notre campagne informative via un petit questionnaire:

Teste ton savoir dès maintenant!

Nous te souhaitons beaucoup de plaisir à ce jeu!

1. Quand a eu lieu la grève générale ?

- a) A la fin de la Première Guerre mondiale, en novembre 1918
- b) Au milieu de l'entre-deux-guerres, en mars 1928
- c) Au lancement du « Summer of Love », en juin 1968

2. Où la grève générale a-t-elle eu lieu ?

- a) à Olten.
- b) à Olten, Bâle, Berne et Zurich.
- c) Dans toute la Suisse (Olten inclus)

3. Qui ont été les initiateurs de la Grève générale ?

- a) Les ouvriers jurassiens de la métallurgie
- b) les employés de banque de Zurich.
- c) Les ouvrières du textile saint-gallois

4. L'état-major de la classe ouvrière était alors le Comité d'Olten. Quelle était la seule femme membre de ce comité ?

- a) Iris von Roten
- b) Gilberte de Courgenay
- c) Rosa Bloch

5. Que s'est-il passé lors de cette Grève générale ?

- a) Une grève de trois jours pacifique, ponctuée de manifestations
- b) L'appel à la création de la république des conseils par le Comité d'Olten
- c) Une guerre civile de deux semaines entre l'armée et les communistes

6. La direction de la Grève générale entendait ...

- a) appliquer des réformes sociales et politiques
- b) mener une révolution communiste, si nécessaire par une guerre civile
- c) faire fermer les réacteurs nucléaires Beznau 1 & 2.

7. Les informations relatives à la grève furent transmises via ...

- a) des pigeons voyageurs
- b) des émissions radiodiffusées
- c) des courriers à vélo

8. Combien y eut-il de morts dans le cadre de la grève générale ?

- a) 4
- b) 104
- c) entre 9000 et 10 000

9. Le comité d'Olten avait 9 revendications. Lesquelles des trois en faisaient partie ?

- a) Introduction du suffrage féminin, de l'AVS et de la semaine de travail de 48 h
- b) A travail de valeur égale, salaire égal entre hommes et femmes, l'abolition de l'armée, l'application de principes fondamentaux d'une vraie camaraderie dans tous les secteurs de l'économie.
- c) La préservation des marais de Rothenthurm, la limitation du transit routier alpin et la protection des terres arables.

10. Qui n'a pas pris part à la Grève générale ?

- a) L'Union Syndicale Suisse
- b) Le parti socialiste
- c) Le parti écologiste suisse

#Landesstreik
#GrèveGénérale

Campagne d'information du PS Suisse pour les 100 ans de la grève générale. Dès le 5 mars 2018 via divers réseaux sociaux, sur www.landesstreik1918.ch et régulièrement dans votre journal SOCIALISTES.

Réponses: 1 = a, 2 = c, 3 = b, 4 = a, 5 = c, 6 = a, 7 = c, 8 = a, 9 = a, 10 = c

Remarques concernant les réponses:

Question 8

a = Grève générale, b = Guerre du Sonderbund, c = Suisses tués lors de la bataille de Marignan

Question 9

a = revendications du Comité d'Olten en 1918, b = programme du PS de 1959, c = programme politique du PS de 2010 et concept économique actuel.